

Nicole Belloubet envisage des "classes spécifiques" pour les élèves radicalisés

Pour un suivi des élèves radicalisés "encore plus fin", la ministre de l'Éducation nationale Nicole Belloubet envisage des "classes spécifiques", explique-t-elle sur *France 2* le 26 février 2024. Ces structures spécialisées avaient été évoquées par son prédécesseur, Gabriel Attal, après l'attentat d'Arras : "Nous cherchons exactement le périmètre qu'elles pourraient recouvrir", poursuit Nicole Belloubet. Par ailleurs, alertée du "financement opaque" du collège privé hors contrat Avicenne de Nice, elle a demandé à la rectrice de "proposer au préfet la fermeture" de cet établissement.



Interrogée sur France 2 le 26 février 2024, Nicole Belloubet évoque des "classes spécifiques" pour accueillir des élèves radicalisés. JBVNews

"Les élèves radicalisés sont suivis de très près", assure la ministre de l'Éducation nationale Nicole Belloubet, le 26 février 2024 sur *France 2* (<https://www.france.tv/france-2/telematin/5708001-emission-du-lundi-26-fevrier-2024.html>). Alors que, à la suite de l'attentat d'Arras en octobre 2023, Gabriel Attal avait annoncé souhaiter des structures spécialisées pour "les élèves représentant une menace", la ministre revient sur la prise en charge de ces élèves.



Lire aussi

| Gabriel Attal souhaite des "structures spécialisées" pour les élèves représentant "une menace" (<https://www.aefinfo.fr/depeche/701262>)

"Nous cherchons encore le périmètre de ces classes d'études"

"Il y a différents niveaux de radicalisation", explique Nicole Belloubet, qui rappelle "qu'en cas de difficultés, il existe différentes procédures disciplinaires". Surtout, "nous nous interrogeons et souhaitons mettre en place un suivi encore plus fin, qui pourra peut-être aller jusqu'à la prise en charge de l'élève dans des classes spécifiques".

Lors de l'annonce de sa volonté de "sortir les élèves radicalisés des établissements scolaires", Gabriel Attal avait évoqué l'exemple des "classes-relais", dans lesquelles les élèves sont encadrés par des enseignants, des éducateurs ou encore des personnels associatifs : plus précisément, il envisageait alors une organisation "avec un encadrement renforcé, des personnels de l'éducation, mais aussi des personnels de la protection judiciaire de la jeunesse, peut-être des forces de sécurité" (lire sur AEF info (<https://www.aefinfo.fr/depeche/701402>)).

La ministre de l'Éducation évoque, elle, des "classes d'études", "dont nous cherchons exactement la manière, et le périmètre qu'elles pourraient recouvrir". "J'ai déjà vu, au ministère de la Justice, le suivi de jeunes radicalisés qui peut donner des résultats extrêmement satisfaisants de déradicalisation", assure l'ancienne garde des Sceaux.

Le MENJ estime "qu'environ 500 élèves sont dans des processus de radicalisation et 160 seraient dans le haut du spectre, parmi les plus radicalisés" (lire sur AEF info (<https://www.aefinfo.fr/depeche/707689>)).

"J'ai demandé à la rectrice de Nice de proposer au préfet la fermeture du collège Avicenne"

Autre sujet abordé : la situation du financement du collège privé hors contrat Avicenne de Nice. La ministre dit "avoir été avertie qu'il n'était pas très clair sur ses sources de financement, ce qui est contraire à la loi antiséparatisme". Dès lors, elle a "demandé à la rectrice de l'académie de Nice d'appliquer avec clarté la loi de 2021 et de proposer au préfet la fermeture de cet établissement".

Celle-ci sera "mise en œuvre de manière décalée, en septembre, pour pouvoir prendre en charge les élèves. Nous avons un problème de financement opaque, c'est cela qui est contraire à la loi", précise encore la ministre.

La ministre justifie les livrets sur les JOP

Nicole Belloubet défend un "élan collectif" pour les Jeux Olympiques et Paralympiques, alors que la distribution de livrets pédagogiques accompagnés d'une pièce de 2 € pour tous les élèves d'école élémentaire a été critiquée par les syndicats (lire sur AEF info (<https://www.aefinfo.fr/depeche/707812>)), un décret paru au Journal officiel du 22 février 2024 ayant dans le même temps amputé le budget 2024 de l'Éducation nationale de près de 700 M€ (lire sur AEF info (<https://www.aefinfo.fr/depeche/707889>)).

"Ce livret permet aux élèves de bien mesurer ce que signifient les JO pour notre pays". "À l'occasion du bicentenaire de la Révolution française, François Mitterrand avait aussi distribué dans les écoles une pièce d'un franc : nous n'innovons pas, mais prolongeons les élans collectifs", justifie la ministre.

Etablissements - Écoles (<https://www.aefinfo.fr/rubrique/21168>) Pédagogie - Numérique

(<https://www.aefinfo.fr/rubrique/21170>) Pouvoirs publics - Gouvernement - Parlement

(<https://www.aefinfo.fr/rubrique/21181>)

CONTACTER LE JOURNALISTE



SUIVRE CE SUJET



@AEFEDUC ([HTTPS://TWITTER.COM/@AEFEDUC](https://twitter.com/AEFEDUC))

Dépêche n° 708029  3 min de lecture

Par Elise Le Berre Publiée le 26/02/2024 à 11h33